

Mesures prises pour résister à la pandémie de COVID-19 : bilan et perspectives pour l'Afrique

8 octobre 2020

Ampleur de la crise économique due à la COVID-19 en Afrique

PERTES DE PIB

De 173,1 Mrd USD à
236,7 Mrd USD pour
2020 et 2021

SCÉNARIO LE
PLUS PESSIMISTE

Extrême pauvreté à 463
millions de personnes



De 24,6 millions à
30 millions
d'emplois perdus

Crise budgétaire

Les déficits devraient doubler

Les niveaux d'endettement augmentent de
10 % de plus

Déficit de financement supplémentaire
estimé à 122 milliards USD

Diminution des recettes entre 20 et 30 %

Modifications législatives au sein du système de GFP

- État d'urgence sanitaire ou catastrophe nationale déclarée dans 30 pays fournissant plus de pouvoir à l'exécutif
- Décrets présidentiels dans la plupart des pays francophones établissant des fonds extrabudgétaires COVID-19 et des procédures de passation des marchés et de décaissement simplifiées
- Suspension de règles budgétaires :
 - Suspension temporaire des critères de convergence de l'UEMOA, y compris de la règle du déficit budgétaire à 3 % du PIB ;
 - Le Ghana a suspendu la règle limitant le déficit budgétaire à 5 % maximum de son PIB
 - l'Algérie a modifié la « règle 51/49 » concernant le financement local par rapport au financement international

Fonds spéciaux COVID-19

Hors budget	Hors budget en utilisant des mécanismes réguliers de GPF et de passation des marchés	Inscrit au budget
Afrique du Sud, Cameroun, Côte d'Ivoire, Gabon, Kenya, Lesotho, Mali, Niger, Ouganda, République démocratique du Congo (RDC), Sierra Leone, Tunisie,	Bénin, Botswana, Djibouti, Ghana, Guinée équatoriale, Libéria, Maurice, Togo, Zimbabwe	Maroc, Mauritanie, Nigéria, Sénégal, Tchad, Zambie
Principalement financé par l'État	Principalement financé par le secteur privé	Mélange d'un financement public, privé et extérieur
Libéria, Sierra Leone, Zambie	Afrique du Sud, Bénin, Cameroun, Gabon, Ghana, Mali, Maurice, Niger, Ouganda, Tunisie, Zimbabwe	Botswana, Côte d'Ivoire, Djibouti, Guinée équatoriale, Kenya, Lesotho, Maroc, Mauritanie, Nigéria, RDC, Sénégal, Tchad, Togo

Mesures de dépenses des plus aux moins courantes

Lois de finances rectificatives

Réaffectations budgétaires au secteur de la santé

Compressions de dépenses en capital

Compressions généralisées des dépenses ordinaires

Réductions temporaires de la rémunération

Redétermination des priorités de dépenses entre budgets annuels

Budgets pour imprévus et réserves notoirement absents ou peu conséquents

Transferts entre budgets approuvés des ministères dépensiers

Mesures de transparence et de redevabilité (responsabilité)

Publier les contrats d'achat liés à la COVID-19	20
Publier les noms des sociétés ayant obtenu les contrats	15
Publier des informations sur la propriété effective des sociétés ayant obtenu les contrats publiés	17
Valider la prestation des biens (produits) et des services	12
Effectuer des audits internes plus fréquents	5
Audit externe spécifique à la COVID-19	25
Rendre publiques les constatations d'audit	23
Présenter plus fréquemment des rapports de dépenses COVID-19	7
Publier des rapports de dépenses	14
Lignes budgétaires spécifiques pour rendre compte de la COVID-19	4

Perspectives à moyen terme : de la crise sanitaire publique à la crise macroéconomique

- La croissance et les recettes vont s'effondrer de façon spectaculaire
- Risque croissant de surendettement dans de nombreux pays
- Pression exercée pour arrêter les dépenses d'infrastructure et les dépenses en capital en général
- Les passifs conditionnels (ou éventuels) peuvent aggraver les situations budgétaires
- La concentration des prêts multilatéraux en début de période en 2020 signifie que le soutien se resserrera à partir de 2021
- Impact et violation de règles budgétaires permise
- Incertitude macro-budgétaire et nécessité de réviser et d'élaborer de multiples scénarios de risques budgétaires
- La flexibilité du processus budgétaire continuera d'être nécessaire
- Les parlements et les ISC (institutions supérieures de contrôle des finances publiques) doivent être dotés de capacités adéquates et être en mesure de jouer un rôle de surveillance effective

Implications et recommandations pour les prochains cycles budgétaires

- Affectation des niveaux de financement avant la pandémie aux dépenses en capital
- Les rigidités structurelles du budget demeurent
- L'aide sociale et le soutien aux entreprises continus doivent être intégrés dans une enveloppe réduite
- Bien qu'une approche descendante de la budgétisation puisse être nécessaire, les intrants des MDA restent plus que jamais essentiels
- Bien que les priorités liées à la réponse à court terme doivent être clairement identifiées et communiquées, les plans et objectifs nationaux de développement doivent continuer à guider l'affectation des crédits budgétaires
- Maintien de processus simplifiés où les gains d'efficacité sont importants et compression des dépenses inutiles
- Plus grande priorité accordée au secteur de la santé et aux autres secteurs sociaux, optimisation des ressources fournies et impact démontré